



CONSEIL
RÉGIONAL

IMPOTS

Eigal



RÉGION FRANCHE-COMTÉ

LES POLITIQUES
TRADITIONNELLEMENT
PORTÉES PAR LA RÉGION
SONT NÉGLIGÉES, LES
PRIORITÉS ABANDONNÉES...

La gestion de la Franche-Comté par les Socialistes et les Verts leur vaut de figurer en très bonne place dans le livre noir des régions. Ils avaient promis la rupture et chose promise chose due, les contribuables qui n'avaient connu aucune augmentation d'impôt entre 1998 et 2004, en sont désormais pour leur frais : **+ 27 % d'augmentation des impôts en 4 ans.**

Région Franche-Comté

Qu'est ce que l'exécutif a fait de cette cagnotte fiscale ? La situation financière de la Franche-Comté était saine en 2004. Il n'y avait aucune justification à provoquer ce hold-up financier des contribuables et le président de la région s'en expliquait en déclarant que ces impôts supplémentaires « ne coûteraient à chaque franc-comtois que le prix d'un café par semaine ». Depuis, les Franc-Comtois ont été invités à payer également le sucre... avec les petits fours.

En 2004, le budget régional était de **314 millions d'euros**. En 2008, il est de **474 millions d'euros**, soit 160 M€ d'écart, 150 % d'augmentation en volume, avec, il est vrai, l'incidence encore partielle de l'acte 2 de la décentralisation. Cette augmentation a-t-elle permis à notre région d'être plus forte en terme d'investissement ? Evidemment NON.

Que sont devenues ces recettes supplémentaires ?

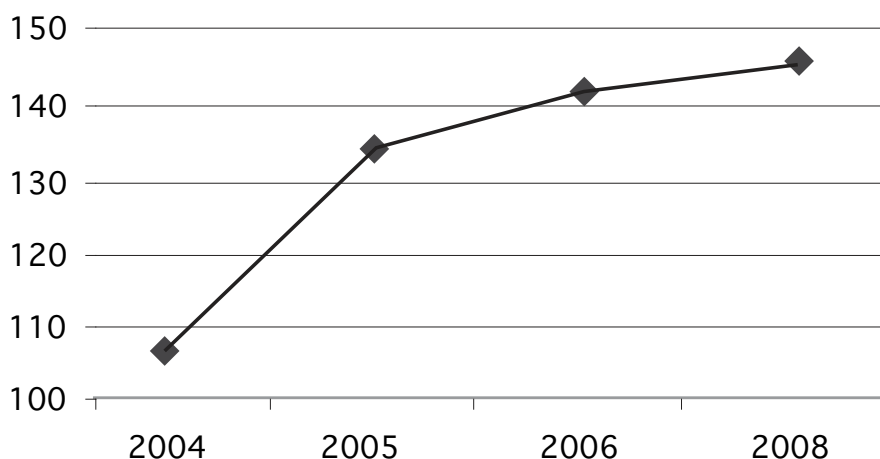
Elles n'ont pas servi au financement du TGV Rhin Rhône, projet élaboré depuis 1985, puisqu'il sera financé exclusivement par l'emprunt. Les autres investissements sont en baisse et c'est dommage, tout particulièrement dans le cadre des compétences premières des régions : lycées, aménagement du

territoire, formation professionnelle, politique de la ville...

Cette hausse du budget est la conséquence logique de 2 facteurs : Le 1^{er}, c'est le résultat du transfert de charges lié à l'acte 2 de la décentralisation. Les dotations de l'Etat sont passées de 170 M€ en 2004 à 260 M€ en 2008, soit 153 % d'augmentation en volume. Comme promis, l'Etat a compensé les transferts et ne s'est pas désengagé,

contrairement aux allégations de la gauche ! Le 2^e, c'est la hausse de la fiscalité régionale de plus de 35 %, TIPP comprise. Les socialistes et les Verts s'occupent effectivement du **pouvoir d'achat** du contribuable franc-comtois ! Les recettes fiscales s'élevaient à 105 M€ en 2004. 145 M€ en 2008. Soit 37 M€ de progression en moyenne annuelle depuis 2005. Ce qui représente en totalité plus de 100 millions d'euros de recettes supplémentaires,

RECETTES FISCALES EN M€



prélevés sur le pouvoir d'achat du contribuable !!! En 2004, nous attribuons 1 euro pour l'investissement pour 3 euros dans le fonctionnement. Aujourd'hui, ce n'est plus qu'1 euro sur 5..

Augmentation des dépenses de fonctionnement.

Tout particulièrement pour les moyens de l'institution : depuis le 2^e semestre 2004, les effectifs sont passés de 230 à 311 employés à la fin de l'année 2005, soit 81 emplois administratifs supplémentaires, alors qu'il n'y avait pas de compétence supplémentaire décentralisée pendant cette période ! Dès lors que les compétences décentralisées ont été effectives, 76 embauches administratives supplémentaires ont été réalisées. Ce n'est manifestement pas la décentralisation de certaines politiques qui a généré plus d'emplois dans les services de notre région. Si l'on ajoute à cela des dépenses croissantes pour

une communication de prestige de plus en plus dédiée à la promotion de l'Exécutif, pour des manifestations indispensables vouées au seul culte de la personnalité. Le changement de patron de l'Exécutif va-t-il changer les choses ?

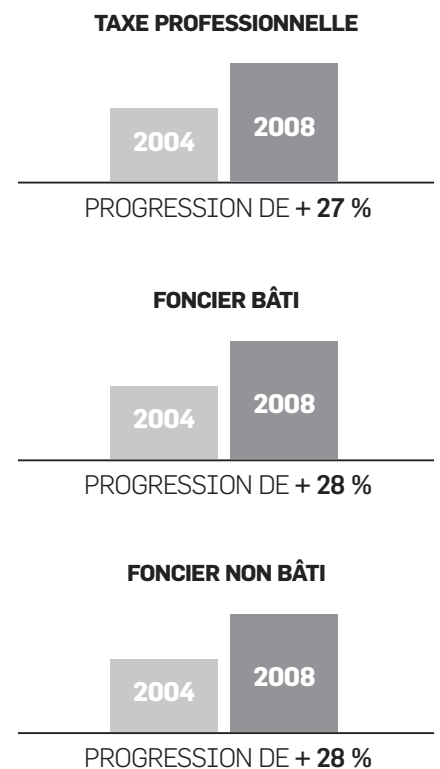
Les politiques traditionnellement portées par la Région sont négligées, les priorités abandonnées....

Dans le même temps, on regrette qu'à l'occasion de révisions de fiches de procédure, la Région se désengage financièrement dans des politiques d'aide à la personne.

En particulier.

- Pourquoi ramène-t-on la participation du Conseil régional à 50 % au lieu de 60 % pour les actions qui permettent la professionnalisation des demandeurs d'emploi ? Y aurait-il trop de sollicitations des demandeurs d'emplois ou ne veut-on plus véritablement aider ce public ?

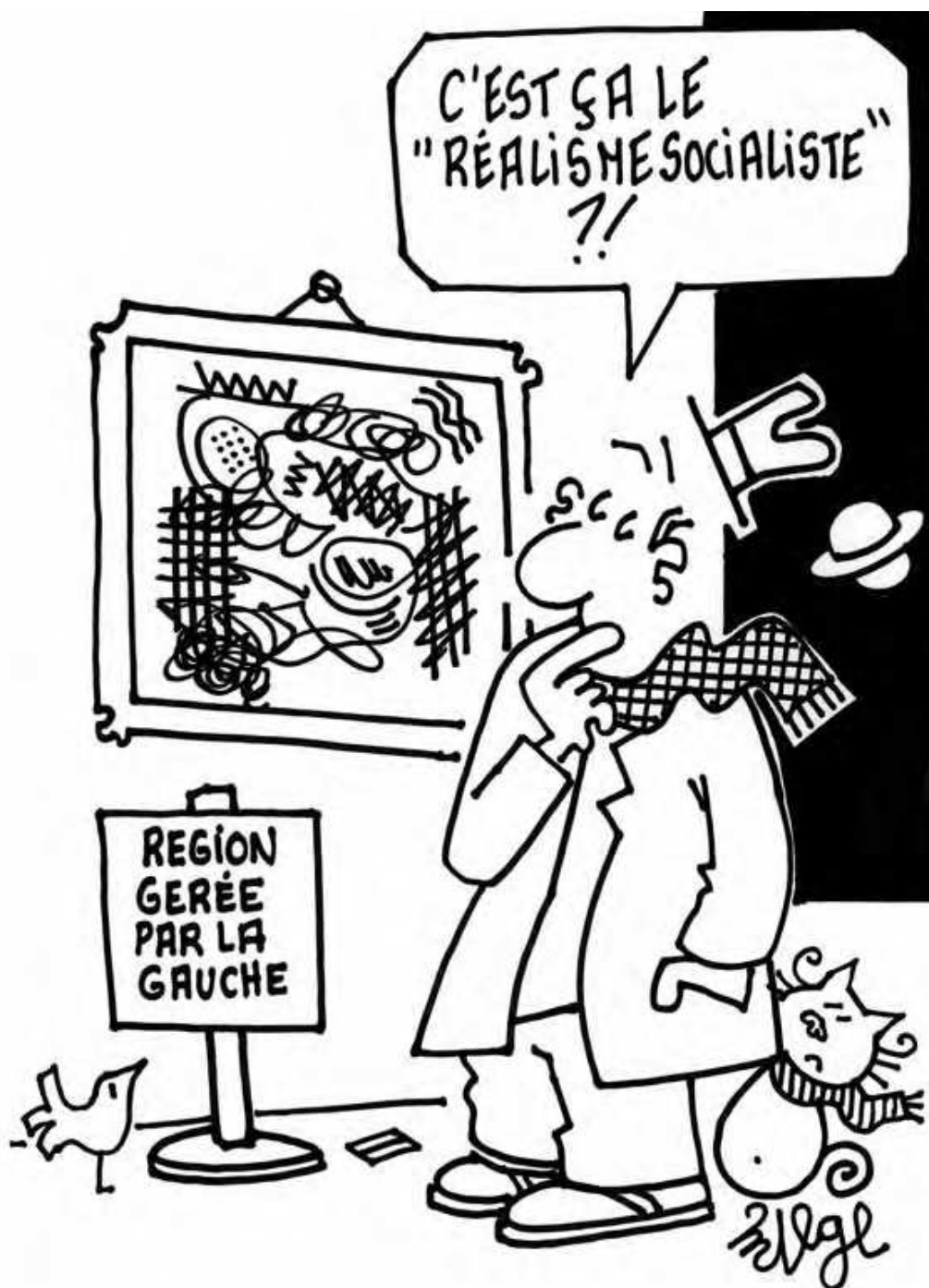
“ Les hausses d'impôts n'auront pas servi au financement des grands projets.”



Région Franche-Comté

- Pourquoi fixe-t-on les taux d'intervention de la Région dans les structures d'insertion à 50 % au lieu de 60 % ? L'insertion a-t-elle vraiment besoin du désengagement de la Région ?
- Pourquoi les Socialistes et les Verts ont-ils voulu que le financement de l'accessibilité à l'information et à la formation des personnes handicapées ne bénéficie plus que de 50 % d'aide de la Région au lieu de 60 % ? Imaginent-ils que les handicapés francs-comtois sont trop soutenus dans leurs démarches ?
- Pourquoi diminuer les taux d'intervention pour les aménagements muséographiques en les ramenant à 20 % au lieu de 25 % ? Parce qu'on ne pourra pas répondre à toutes les demandes ?

Certains publics peuvent se sentir lésés. C'est une habitude en Franche-Comté que d'oublier le respect de la parole



donnée. A peine élu, l'exécutif promettait de tenir un forum annuel des engagements pris et la présentation d'un compte-rendu de mandat devant tous les Francs-Comtois : 4 ans après, toujours rien ! !

Baisse des crédits en faveur des lycées

Il y a quelques années, la politique franc-comtoise en faveur de l'éducation, était remarquée par le journal « Les Echos » pour être la 1^{re} de France pour son effort en faveur des lycées.

Depuis 2004, les lycées ne sont plus une priorité pour l'actuel exécutif.

En 2003, la Région consacrait à ses lycées, 21 M€ de fonctionnement et 58,6 M€ de travaux de construction, d'amélioration et aux équipements. En 2007, les crédits sont réduits à 18,65 M€ pour le fonctionnement, gratuité des manuels scolaires comprise, et 50,11 M€ pour l'investissement.

Augmentation des dépenses de communication

Comme dans la plupart des régions, l'exécutif de gauche a multiplié les dépenses de communication en tout genre : journaux, colloques, publications....

Voilà le bilan d'une majorité sans perspectives ni projets déterminants pour la 1^{re} région industrielle de France.

Alors que la région devait être en phase de recherche et de développement dans tous les secteurs de pointe pour préparer l'avenir de ses habitants, elle s'endort...

“ La Région se désengage financièrement des politiques d'aide à la personne.”